
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 JUIN 1927.

Projet de loi

portant approbation du projet de convention concernant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture, adopté par la Conférence Internationale du Travail (3^e session, Genève, 1921).

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Au cours de sa troisième session tenue à Genève du 25 octobre au 19 novembre 1921, la Conférence Internationale du Travail a adopté un projet de Convention concernant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture.

Nous avons l'honneur, Messieurs, de soumettre ce projet à vos délibérations.

La loi organique de l'enseignement primaire impose aux enfants l'obligation de fréquenter l'école durant une période de huit ans qui commence normalement après les vacances d'été de l'année pendant laquelle ils accomplissent leur 6^e année.

Les enfants qui atteignent l'âge de 14 ans dans le courant de la 8^e année de scolarité ne peuvent abandonner l'école mais sont tenus de terminer l'exercice en cours.

En plaçant, d'une manière générale, la rentrée des classes au 1^{er} octobre de chaque année, les enfants sont donc libérés de l'obligation scolaire à un âge qui peut varier entre 13 ans et 9 mois et 14 ans et 9 mois. Ni pour les uns ni pour les autres, l'article premier de la Convention ne sera d'application. En effet, pour les premiers, l'obligation scolaire n'existe plus et ils seront donc admis au travail dans les entreprises agricoles. Pour les seconds, l'obligation scolaire est maintenue jusqu'à un âge qui dépasse 14 ans accomplis.

La loi scolaire a prévu l'octroi de congés pour travaux saisonniers en faveur des élèves du 3^e et 4^e degré primaire, mais elle exige que 400 demi-journées scolaires au moins soient consacrées à l'enseignement. Les congés saisonniers ne pouvant dépasser un total de 35 jours pleins, la durée de fréquentation, calculée sur tout l'exercice, sera toujours supérieure à celle de 8 mois prévue dans la convention.

Enfin la loi scolaire édicte des peines contre les cultivateurs qui auront employé, pendant les heures de classe et en dehors des époques fixées pour les travaux saisonniers et les vacances, des enfants autres que les leurs, soumis à l'obligation scolaire.

En résumé, la loi organique de l'enseignement primaire comprend des dispositions plus strictes que celles qui font l'objet de la convention de Genève de 1921. L'approbation de la dite Convention ne nécessiterait donc aucune modification à la législation actuellement en vigueur.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

E. VANDERVELDE.

Le Ministre de l'Agriculture,

H. BAELS.

CHAMBRE
des Représentants

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

portant approbation du projet de Convention concernant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture, adopté par la Conférence Internationale du Travail (3^e session, Genève 1921).

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het ontwerp van Overeenkomst betreffende den ouderdom voor de toelating van kinderen tot den landbouw-
arbeid, aangenomen door de Internationale Conferentie van den Arbeid (3^e zitting, Genève 1921).

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Etrangères et de Notre Ministre de l'Agriculture ;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le projet de Convention adopté par la Conférence Internationale du Travail au cours de sa troisième session tenue à Genève en 1921 et concernant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles. le 8 juin 1927.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires Étrangères,

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken en van Onzen Minister van Landbouw ;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het ontwerp van Overeenkomst aangenomen door de Internationale Conferentie van den Arbeid tijdens haren derden zitting gehouden te Genève in 1921, en betrekking hebbend op den ouderdom voor de toelating van kinderen tot den landbouw-
arbeid, zal zijn volledige uitwerking hebben.

Gegeven te Brussel, den 8^e Juni 1927.

Van 's Konings wege

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

Le Ministre de l'Agriculture,

De Minister van Landbouw,

H. BAELS.

PROJET DE CONVENTION

concernant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail et s'y étant réunie le 25 octobre 1921, en sa troisième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'emploi des enfants dans l'agriculture pendant les heures d'école obligatoires, question comprise dans le troisième point de l'ordre du jour de la session, et

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'un projet de convention internationale,

adopte le Projet de Convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie XIII du Traité de Versailles et des Parties correspondantes des autres Traités de Paix :

ARTICLE PREMIER.

Les enfants de moins de quatorze ans ne pourront être employés ou travailler dans les entreprises agricoles publiques ou privées ou dans leurs dépendances, qu'en dehors des heures fixées pour l'enseignement scolaire, et ce travail, s'il a lieu, doit être tel qu'il ne puisse nuire à leur assiduité à l'école.

ARTICLE 2.

Dans un but de formation professionnelle pratique, les périodes et les heures d'enseignement pourront être réglées de manière à permettre d'employer les enfants à des travaux agricoles légers et, en particulier, à des

ONTWERP VAN OVEREENKOMST

**betreffende den ouderdom voor de toelating van kinderen tot den landbouw-
arbeid.**

De Algemeene Conferentie van de Internationale Organisatie van den Arbeid van de Volkenbond,

Bijeengeroepen te Genève door den Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau, en aldaar vergaderd hebbende op 25 October 1921 in haren derden zitting,

Na besloten te hebben verscheidene voorstellen aan te nemen betreffende het gebruiken van kinderen in den landbouw tijdens de verplichte schooluren, welke vraag begrepen was in het derde punt van de dagorde der zitting, en

Na besloten te hebben dat deze voorstellen den vorm zouden aannemen van een Ontwerp van Internationale Overeenkomst,

neemt navolgend Ontwerp van Overeenkomst aan, dat door de Leden van de Internationale Organisatie van den Arbeid dient bekrachtigd, overeenkomstig de beschikkingen van Deel XIII van het Verdrag van Versailles en van de overeenstemmende Deelen der andere Vredesverdragen :

ARTIKEL EÉN.

De kinderen van minder dan veertien jaar zullen in openbare of particuliere landbouwondernemingen of in hunne aanhoorigheden niet gebruikt mogen worden noch er mogen werken dan buiten de voor het schoolonderwijs vastgestelde uren en, indien zulk werk verricht wordt, zal het van zulken aard moeten zijn dat het aan het schoolbezoek geen schade doet.

ARTIKEL 2.

Met het oog op een praktische beroepsvorming zullen de perioden en de uren van onderwijs zoo geregeld kunnen worden dat het mogelijk is de kinderen voor lichten landbouw-
arbeid en, inzonderheid, voor lichten

travaux légers de moisson. Toutefois, le total annuel de la période de fréquentation scolaire ne pourra être réduit à moins de huit mois.

ARTICLE 3.

Les dispositions de l'article 1 ne s'appliqueront pas aux travaux effectués par les enfants dans les écoles techniques pourvu que ces travaux soient approuvés et contrôlés par l'autorité publique.

ARTICLE 4.

Les ratifications officielles de la présente Convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles et aux Parties correspondantes des autres Traités de Paix seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 5.

La présente convention entrera en vigueur dès que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées par le Secrétaire général.

Elle ne sera que les Membres dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre à la date où sa ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 6.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres Membres de l'Organisation.

ARTICLE 7.

Sous réserve des dispositions de

oogstarbeid te gebruiken. Echter zal het jaarlijksch totaal der periode van schoolbezoek niet mogen beperkt worden tot minder dan acht maanden.

ARTIKEL 3.

De beschikkingen van artikel 1 zijn niet toepasselijk op het werk, door de kinderen in de technische scholen verricht, op voorwaarde dat dit werk door de openbare overheid goedgekeurd en gecontroleerd worde.

ARTIKEL 4.

De officieele bekrachtigingen derzer Overeenkomst onder de voorwaarden voorzien in Deel XIII van het Verdrag van Versailles en in de Overeenstemmende Deelen der andere Vredesverdragen zullen aan den Secretaris-generaal van den Volkenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ARTIKEL 5.

Deze Overeenkomst zal in werking treden zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Organisatie van den Arbeid door den Secretaris-generaal zullen geregistreerd zijn.

Zij zal slechts die Leden binden wier bekrachtiging op het Secretariaat geregistreerd werd.

Naderhand zal deze overeenkomst voor elk Lid van kracht worden op den datum waarop zijne bekrachtiging op het Secretariaat zal geregistreerd zijn.

ARTIKEL 6.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Organisatie van den Arbeid op het Secretariaat zullen geregistreerd zijn, zal de Secretaris-generaal van den Volkenbond daarvan aan al de Leden van de Internationale Organisatie van den Arbeid kennis geven. Hij zal hun eveneens kennis geven van de registrering der bekrachtigingen die hem later door elk ander Lid der Organisatie zullen medegedeeld worden.

ARTIKEL 7.

Onder voorbehoud der beschikkin-

L'article 5, tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer les dispositions des articles 1, 2 et 3 au plus tard le 1^{er} janvier 1924 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 8.

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions et protectorats, conformément aux dispositions de l'article 421 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix.

ARTICLE 9.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 10.

Le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra, au moins une fois tous les dix ans, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la révision ou de la modification de la dite Convention.

ARTICLE 11.

Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

gen van artikel 5, gaat elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, de verplichting aan, de beschikkingen van artikels 1, 2 en 3 uiterlijk op 1 Januari 1924 toe te passen en alle noodige maatregelen te nemen om aan die beschikkingen hunne uitwerking te geven.

ARTIKEL 8.

Elk Lid van de Internationale Organisatie van den Arbeid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, gaat de verplichting aan dezelve op zijne koloniën, bezittingen en protectoraten, overeenkomstig de beschikkingen van artikel 421 van het Verdrag van Versailles en van de overeenstemmende artikelen der andere Vredesverdragen toe te passen.

ARTIKEL 9.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigd heeft, mag dezelve opzeggen na verloop van een tijdperk van tien jaar na den datum van de aanvankelijke inwerkingstelling der Overeenkomst, door eene aan den Secretaris-generaal van den Volkenbond medegedeelde en door hem ingeschreven akte. De opzegging zal slechts een jaar nadat zij op het Secretariaat geregistreerd werd, hare uitwerking hebben.

ARTIKEL 10.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau zal, ten minste eens om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie verslag moeten uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst, en zal beslissen of de kwestie der herziening of der wijziging van gezegde Overeenkomst op de dagorde der Conferentie dient opgenomen te worden.

ARTIKEL 11.

De Fransche en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide rechtsgeldig zijn.